Ruralia
Sciences sociales et mondes ruraux contemporains

15 | 2004
Varia

À propos de la question d'histoire contemporaine du programme d'agrégation 2006 et 2007 « Les campagnes dans les évolutions sociales et politiques de l'Europe de 1830 à la fin des années 1920 : étude comparée (France, Allemagne, Espagne, Italie) »

Jean-Luc Mayaud, Lutz Raphael, Claude-Isabelle Brelot et Pierre Cornu

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/ruralia/1038
ISSN : 1777-5434

Éditeur
Association des ruralistes français

Édition imprimée
Date de publication : 31 juillet 2004
ISSN : 1280-374X

Référence électronique
Jean-Luc Mayaud, Lutz Raphael, Claude-Isabelle Brelot et Pierre Cornu, « À propos de la question d'histoire contemporaine du programme d'agrégation 2006 et 2007 « Les campagnes dans les évolutions sociales et politiques de l'Europe de 1830 à la fin des années 1920 : étude comparée (France, Allemagne, Espagne, Italie) » », *Ruralia* [En ligne], 15 | 2004, mis en ligne le 30 septembre 2005, consulté le 06 mai 2019. URL : http://journals.openedition.org/ruralia/1038

Ce document a été généré automatiquement le 6 mai 2019.

Tous droits réservés

À propos de la question d'histoire contemporaine du programme d'agrégation 2006 et 2007 « Les campagnes dans les évolutions sociales et politiques de l'Europe de 1830 à la fin des années 1920 : étude comparée (France, Allemagne, Espagne, Italie) »

Jean-Luc Mayaud, Lutz Raphael, Claude-Isabelle Brelot et Pierre Cornu

1 L'histoire rurale, par le biais d'une question de concours, va se trouver pendant deux années sur le devant de la scène scientifique et éditoriale. De même que la revue *Histoire et sociétés rurales,* dans sa livraison du 1er semestre 2005, a proposé une première lecture et une bibliographie raisonnée de la nouvelle question d'histoire contemporaine pour l'agrégation d'histoire et le CAPES d'histoire-géographie [1], et alors que d'autres équipes, nationales ou européennes, s'apprêtent à publier sur le sujet, nous souhaitons exprimer comment l'équipe des enseignants-chercheurs du Laboratoire d'études rurales de Lyon [2] et ses partenaires européens [3] lisent et comprennent, en fonction de leur positionnement scientifique, cette question sur « les campagnes dans les évolutions sociales et politiques de l'Europe (France, Allemagne, Italie, Espagne) entre 1830 et 1929 ».

2 L'argumentation qui suit se veut donc une ébauche de lecture de la question, en même temps qu'une présentation et une invitation faite aux lecteurs de Ruralia, pour le colloque international que nous organisons à Lyon autour de ce thème les 2 et 3 novembre prochains.

Recherche et concours : une interaction complexe

Questions de recherche, questions de concours

3 Dans les représentations que les historiens de métier se donnent d'eux-mêmes, la recherche historique — comme toutes les institutions à finalité heuristique — se donne volontiers à voir comme une pure avant-garde de la connaissance, occupant de manière quasi-autonome le front pionnier de l'inventaire et de l'analyse du réel, et ne se tournant vers l'arrière que pour y obtenir encouragements, matériel et troupes fraîches et pour repartir de l'avant. Elle abandonnerait donc aux enseignants, recrutés, en France comme en Allemagne [4], à la fois sur titres et sur concours, le soin de pérenniser l'héritage et de susciter les vocations nécessaires. Dans cette trop avantageuse répartition des tâches, les chercheurs seraient leurs propres maîtres — exposés, certes, au risque de manquer de moyens, mais disposant, par la maîtrise des problématiques et des procédures de recrutement, d'une position surplombante sur la communauté historienne.

4 On peut toutefois renverser les points de vue : la recherche historique, pour reprendre Lucien Febvre, est « fille de son temps », qui lui impose questionnements, outils, méthodes et représentations dominantes [5]. C'est en effet une économie de l'offre et de la demande que celle du savoir, dans laquelle les positions des demandeurs et des chercheurs font l'objet d'un rapport de force jamais figé, pour lequel le contrôle des médiateurs — qu'ils soient de chair ou de papier — représente bien un enjeu stratégique majeur, à degrés et à temporalités multiples.

5 Le plus évident est l'enjeu académique : l'agrégation surtout, concours de recrutement de l'élite des enseignants du second degré, représente, par effet de miroir, une véritable instance légitimante des questionnements et des champs de l'histoire universitaire, que cette dernière ne saurait donc ignorer. Obtenir qu'une question soit « mise au concours » et contrôler la forme de cette introduction, représente donc un enjeu stratégique majeur pour les auteurs et les équipes, dans une rivalité à la fois interne à la sphère des chercheurs, entre équipes concurrentes et modèles d'analyse antagonistes, et externe, entre formulation de la demande sociale et institutionnelle et appropriation savante. Or, dans un champ dominé et marginalisé comme les études rurales, qui ne peut guère espérer « placer » un sujet qu'une fois par décennie, cet enjeu prend une dimension vitale, déterminant la reconnaissance sociale et étatique — et donc les postes et crédits nécessaires — pour une durée proche de l'espérance de vie moyenne d'une équipe de recherche.

6 Le second enjeu, tout aussi évident mais moins directement assumé, est celui de la diffusion éditoriale : même s'ils s'appliquent à lire le moins possible et à ne rien payer pour ce qu'ils lisent, les étudiants-candidats représentent un marché potentiel attractif, élargi par celui des bibliothèques, qui permet à des projets insolvables de sortir des cartons ou à des entreprises circonstancielles de se monter — et pourquoi pas de fournir des jalons bienvenus à l'historiographie d'une question. Dans le domaine des études rurales (qui est loin d'être le plus sinistré de la crise du livre scientifique et para-scientifique), il est indéniable que la nouvelle question au concours permettra de mettre à jour connaissances factuelles, modèles explicatifs et bibliographies nécessaires, et de vérifier par là-même les positions respectives des uns et des autres dans ce sous-champ

de l'histoire sociale. L'intense activité éditoriale de ce second semestre 2005 [6] — à laquelle nous participons à notre manière — en est une parfaite illustration.

7 Le troisième enjeu, plus aléatoire mais sans doute plus important, est celui de la transmission dans la longue durée d'un savoir constitué : bagage intellectuel, conceptuel et culturel donné aux jeunes enseignants, appelés à en diffuser les rudiments dans le corps social pendant les quelque quarante années de leur apostolat. Si l'on considère en effet qu'une bonne partie des étudiants doivent tenter les concours deux ou trois fois avant de les réussir, c'est ainsi bien souvent deux questions d'histoire contemporaine qu'ils auront dû travailler assidûment avant d'entrer dans la carrière et qui nourriront leurs premiers cours. Et même si l'histoire rurale contemporaine n'est guère présente dans des programmes de lycée et de classes préparatoires [7], très tournés vers les questions de modèles socio-politiques et de relations internationales, la nouvelle question contribuera à renforcer utilement la compréhension par les enseignants des structures et des dynamiques qui portent le processus de modernisation des sociétés européennes. Il est donc fondamental pour les équipes engagées dans le renouvellement de l'histoire rurale française et européenne d'imprimer leur marque sur une génération montante qui, à quelques exceptions près, n'aura pas eu l'occasion de s'intéresser véritablement à la ruralité contemporaine dans son cursus universitaire [8]. Selon que telle ou telle thèse l'emportera dans la lecture du processus de modernisation et de politisation des sociétés rurales contemporaines, c'est donc une tendance de fond qui s'ébauchera autour de propositions légitimées et diffusées par des relais sociaux nombreux et diversifiés.

Enjeux stratégiques et scientifiques

8 Ainsi, quelque représentation qu'ils adoptent ou quelque désagrément qu'ils ressentent, les chercheurs ne sauraient ignorer le système des concours : leur légitimité sociale, mais également l'orientation et la validité intrinsèque de leurs travaux sont mises en jeu dans les procédures de recrutement. Les candidats, eux, légitimement désireux de disposer de critères d'évaluation univoques et transparents, et donc d'une lecture relativement consensuelle de la question posée par les enseignants et jurys concernés, ne peuvent toutefois demander aux chercheurs de taire leurs controverses, ni considérer que leur passage du statut d'étudiant à celui d'enseignant doit nécessairement s'accompagner d'un renoncement à la part vive du travail scientifique. Même dans les premières classes du collège, ce n'est pas un savoir normé et figé qui est enseigné aux enfants, mais une curiosité du regard et de l'esprit qui implique travail de distanciation et relation dialectique à la vérité.

9 Enfin, il n'est pas inutile de rappeler que toute question d'histoire a elle-même une histoire, et que celle qui est posée cette année s'inscrit non seulement dans le processus cumulatif de production d'un savoir factuel sur les sociétés et les espaces ruraux européens, mais encore et surtout dans une historiographie particulièrement riche, variée et engagée sur rien moins que la question de la modernité.

Déconstruire l'objet « campagnes »

10 Entrer dans une question, pour le chercheur comme pour le candidat à un concours, exige d'abord de la déconstruire. L'objet proposé ici à l'étude — « les campagnes » — frappe d'emblée par son classicisme [9]. C'est là, certes, un défaut inhérent au système des

concours que la nécessité de mobiliser des travaux achevés et publiés pour nourrir le travail de préparation des candidats et offrir au jury les moyens d'en évaluer la qualité. Et donc, d'une certaine manière, de poser des questions déjà largement défrichées. Les chercheurs se trouvent ainsi confrontés à une difficile conciliation : poursuivre leur travail dans le champ des problématiques de leur spécialité ou revenir, dans une lecture inévitablement finaliste, aux questions qui ne sont plus leur préoccupation directe. Or, il faut remonter loin dans l'historiographie pour retrouver le mot « campagnes » sous la plume de contemporanéistes — en fait, aux origines de l'histoire agraire et de la définition des concepts-clés de l'« école » des *Annales*.

11 Le terme de « campagnes » est en réalité plus adapté au Moyen Âge qu'à l'époque contemporaine, période du parachèvement, et surtout du bouleversement des paysages agraires hérités (tant par la déprise que par les nouvelles formes d'emprise). Enfin, le mot porte une ambiguïté fondamentale par rapport à l'« agricole » : y a-t-il équivalence ? distance ? avec quelles évolutions, quelles formes d'historicisation ? Les sociétés rurales ne sont pas purement agricoles : le village ou le bourg comptent parmi leur population active des paysans-ouvriers, des artisans, des commerçants, des professions libérales, des fonctionnaires, des châtelains et des rentiers... Si, de fait, la thèse sous-jacente à la question est celle de la « modernisation » par l'« agricolisation » nécessaire du rural, le débat doit permettre à la recherche — et notamment à la micro-histoire sociale, à l'œuvre depuis vingt ans sur ces sujets [10] — d'apporter les contre-arguments nécessaires.

12 D'autres formulations, plus attendues dans l'esprit actuel des sciences sociales, étaient possibles : « sociétés et espaces ruraux », dans une ouverture à la pluridisciplinarité, « paysanneries et paysans », en référence à la typologie classique de Pierre Barral [11], ou encore « monde rural », compris à la fois dans ses composantes agricole, mais également pluriactive et proto-industrielle, tel qu'il a été étudié depuis les années 1980 par les chercheurs de l'Association des ruralistes français [12] et leurs homologues européens [13]. De fait, les « campagnes » n'existent que comme superposition de représentations sociopolitiques et de légitimations savantes datées, dont il conviendra, dans une approche critique et réflexive de l'agrarisme — celui du 19e siècle et son avatar actuel [14] —, de rendre pleinement compte.

La profondeur historiographique

13 Datée dans sa conception, la question posée incite à revisiter un siècle d'histoire rurale, du livre fondateur de Marc Bloch, *Les caractères originaux de l'histoire rurale française* (1931), aux profondes mutations dues à la pluridisciplinarité des années 1960-1970, dans le contexte de la « fin des paysans » [15], et jusqu'au renouvellement actuel par l'approche micro-historique et la remise en cause dans la crise industrielle des modèles de la « rationalité » et du « progrès ».

14 Ce qui oblige à s'interroger sur l'élimination des aspects économiques dans le libellé du sujet : comment ré-interroger les acquis de la géographie et de l'histoire agraires sans prendre en compte cette dimension [16] ? Comment comprendre la modernisation des sociétés rurales sans insister sur le rôle majeur de l'ouverture des marchés de la terre, des productions, de la technique et du crédit [17] ? Et, tout simplement, sans la conjoncture [18] ! C'est donc bien la déclinaison labroussienne de l'analyse historique — l'économique, le social, le politique — qui, par l'amputation de son premier élément, se trouve éludée ici. Et si l'on joint cette observation à une analyse critique de la chronologie proposée — de

l'impulsion libérale de 1830 (au sens politique du terme) à la crise du modèle en 1929 (au sens économique cette fois) —, on ne peut manquer de s'interroger sur les perspectives dans lesquelles est pensée la question de la modernisation et du développement. Quoi qu'on pense du paradigme libéral, il ne peut être érigé en clé de lecture d'une question historique alors que la discussion se trouve interdite par l'exclusion de l'économie du champ d'investigation — et par l'exclusion du champ de l'étude du cas britannique de liquidation précoce de l'agriculture de peuplement. Il est donc indispensable pour les chercheurs intéressés à la dynamique des sociétés rurales de se réapproprier le sujet et de défendre, travaux à l'appui, la lecture qu'ils en font aujourd'hui.

De nécessaires ré-appropriations à la lumière des problématiques de la recherche

L'opposition villes-campagnes

15 Plutôt qu'aux apports pluridisciplinaires, le libellé du sujet fait référence à une opposition qui a été structurante dans le champ de la recherche historique au fil des années 1950 à 1980 : l'opposition villes/campagnes, lorsque l'histoire urbaine s'est construite comme spécialité face aux positions établies de l'histoire rurale. Implicitement, ce libellé suggère donc une relation dominant/dominé, ou centre/périphérie, entre la ville, pôle dynamique de l'ère industrielle, lieu de concentration du capital économique et culturel et vecteur de modernisation, et un monde rural démuni, qui subirait les évolutions sociales et politiques plutôt qu'il ne les agirait — les historiens ayant importé dans le champ de leur réflexion « la société englobante » du sociologue Henri Mendras [19].

16 Dans la construction du champ d'étude, on ne peut manquer d'être frappé — et troublé — par le parallélisme de cette opposition avec la représentation agrarienne, soucieuse notamment, dans la deuxième moitié du 19e siècle, d'équilibrer le développement industriel et urbain par la maîtrise politique et étatique de la modernisation et de l'acculturation des « campagnes ». Si l'agrarisme est un fait historique majeur à l'échelle européenne, un producteur de sources prolifique dans tous les pays concernés [20] et une clé de lecture importante des politiques de développement étatiques, cela ne signifie pas que les historiens soient condamnés à en épouser et à en légitimer les constructions. Et tout un versant des études rurales a précisément déconstruit cette vision, en soulignant, par l'approche sociale fine, la capacité d'organisation de la *micropolis* villageoise, et les « bricolages » avec lesquels se structure et se régule, au gré de la conjoncture, l'appartenance à une société locale.

17 Osons le rapprochement : si le sujet implique une validation du modèle centre-périphérie et sujet-agissant/objet-agi, selon le schéma d'analyse de Pierre Bourdieu [21], alors il faut poursuivre la lecture comparée jusqu'à la question coloniale. Pour « Ferrry-Tonkin », les méthodes d'acculturation sont-elles différentes pour le cannibale de Hautefaye et pour l'indigène d'Outre-Mer ? Et la manière dont l'Allemagne bismarckienne organise la colonisation des terres polonaises peut-elle être érigée en paradigme de l'agrarisme ?

18 Il faut donc travailler à ce que l'approche comparative, réellement et rigoureusement suivie, prémunisse les candidats contre les représentations fossilisées de l'historiographie nationale, notamment par la prise de conscience de l'impossibilité de fournir une définition commune aux quatre pays concernés de la frontière entre l'« urbain » et le

« rural ». L'arc méditerranéen, notamment, offre des configurations géographiques et sociales du peuplement [22] qui interrogent fortement les idées reçues sur l'application systématique du modèle centre-périphérie aux « gens de la terre ». La taille très variable des unités politico-administratives de base, entre l'Italie et la France notamment, joue également un rôle primordial dans le processus de politisation, qui exige de surmonter l'enfermement dans la seule « campagne ». Enfin, les élites sociales et politiques, bien souvent caractérisées par la double résidence — et donc le double ancrage social et culturel [23] —, achèvent de condamner une représentation dans laquelle toute domination serait urbaine et toute sujétion rurale.

19 Construite par la ville, comprise comme pôle d'activités et de pouvoir politique et symbolique, dans la longue durée de l'histoire du développement et du peuplement de l'Europe, et avec une dimension du contrôle social accentuée au 19e siècle, la campagne a une existence propre en dehors de cette représentation et de cette dénomination, qu'il s'agit de restituer dans sa plénitude et sa complexité.

La périodisation

20 La périodisation proposée, nous l'avons vu, se dégage des césures habituelles aux manuels — abolition du régime seigneurial en Europe, révolutions de 1848 et Première Guerre mondiale —, de façon à mettre en œuvre une réflexion dans la longue durée du processus de modernisation des sociétés. En réalité, cette chronologie se définit davantage par ce qu'elle exclut que par sa cohérence propre : la période révolutionnaire et la contre-révolution en amont, la vague autoritaire et totalitaire en aval. Ainsi se trouve esquissé, en creux, un « siècle libéral » dans lequel les pays d'Europe occidentale auraient expérimenté un accompagnement de la croissance industrielle et urbaine par l'octroi progressif du droit de suffrage masculin à des individus dégagés des servitudes collectives de l'Ancien Régime social et politique et accédant à la « fin de l'histoire » que constitue l'individualisme moderne — dans une lecture proche des thèses de Pierre Rosanvallon [24].

21 Quelque peu franco-française et institutionnelle, du moins à l'amont, cette chronologie met certes en valeur les anticipations françaises, puisqu'elle part de la loi du 24 mars 1831 sur les élections municipales [25], reprenant l'idée que la vie politique commence au niveau municipal, et imposant la vision d'une politisation construite par l'exercice du suffrage. Mais la France est-elle le seul État où la vie politique s'anime fortement au niveau local ? Ses anticipations égalitaires et citoyennes se trouvent confrontées aux lenteurs et aux complexités de l'évolution heurtée d'une Europe agrarienne où se pérenniserait l'ancien régime politique et social jusqu'en 1914, si l'on suit Arno Mayer [26]. Aux fins d'une étude comparée, en fait très franco-centrée, sont mis en regard le « cas » français, à l'évolution linéaire ou supposée telle, et l'Europe agrarienne, qui connaît de 1814 à 1880 un rythme haché d'abolitions, de révolutions et de restaurations des droits seigneuriaux et des droits politiques — la grande confrontation de 1914-1918 et ses suites immédiates se chargeant de « valider » les modèles les plus achevés et les plus résistants...

22 Cette étude comparée, qui élimine les petits pays [27] — Belgique, Suisse, *etc.* —, pose également problème par l'échelle étatique qu'elle propose à la réflexion. Comment mettre en œuvre la dimension comparative et penser les discordances dans l'évolution sans faire référence aux oppositions entre rive gauche et rive droite de l'Elbe, entre *Grundsherrschaft* et *Gutsherrschaft*, entre Italie du nord et Mezzogiorno ? On ne peut faire l'économie d'une réflexion sur la pertinence des échelles d'analyse, et donc sur cette problématique

géographique par excellence qu'est la frontière, dont les historiens allemands se sont emparés avec bonheur [28].

23 À l'aval de la période étudiée, la « fin des années 1920 » pose des problèmes plus délicats encore. Pourquoi tout d'abord retenir 1929, quand la grande crise n'est ressentie par l'agriculture européenne — exception faite de l'Allemagne immédiatement affectée par l'effondrement des prix et le surendettement des entreprises spécialisées — qu'en 1931 au plus tôt ? Qui plus est, ce choix gomme les dates-clés, pour l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne, de 1922, 1923, 1933 et 1936. Il convient donc d'ouvrir le débat : dans chaque État, la question semble s'arrêter avec l'affirmation d'un régime autoritaire ou totalitaire, avec l'ambiguïté supplémentaire pour l'Italie de distinguer implicitement deux sortes de fascisme — ce qui pose de manière particulièrement aiguë le problème du rapport de l'État mussolinien à la question agraire.

Les processus d'évolution

24 La question des « évolutions » et des « révolutions » — avec 1848 et l'abolition du servage —, apparaît donc essentielle. Dans le sillage ouvert par Ernest Labrousse (« Comment naissent les révolutions ? » [29]) on s'interroge sur le processus de changement économique, social et politique, sur la part de l'endogène et de l'exogène, sur le jeu social local, sur les modalités de la médiation exercée par les notables, *etc*. La typologie est déjà complexe. Mais, surtout, à l'époque des unifications italienne et allemande, l'Europe n'apparaît pas comme celle des États, mais comme celle des régions [30]. D'immenses disparités structurelles, discontinuités spatiales et décalages chronologiques soulignent l'importance de la notion de voie régionale de développement. Cette notion, introduite depuis trente ans par la lecture des voies proto-industrielles de développement, apparaît structurante pour la construction même de la problématique. Difficile donc, encore une fois, de ne pas prendre en compte l'économique ! L'Europe des régions connaît une grande variété de processus à l'échelle régionale, et cette échelle est aussi essentielle à l'observation que l'analyse des politiques nationales et de la mise en place du marché, d'abord européen, puis mondial dans le dernier quart du 19e siècle, des produits agricoles et industriels.

25 Contrairement aux idées reçues de la vulgate libérale, la modernisation ne s'opère pas de façon uniforme par un « exode rural » nécessaire à la « rationalisation » du travail « agricole », selon une lecture binaire villes/campagnes et selon la théorie des vases communicants et du modèle *push and pull* d'analyse des flux migratoires. Les voies régionales de développement sont également fortement singularisées par le système d'appropriation du sol et son évolution juridique au cours de la période considérée — alors que la périodisation du programme aborde seulement la fin du processus d'ajustement du droit foncier opéré au 18e siècle et pendant la première moitié du 19e siècle [31]. Comparer ces quatre nations, c'est en effet se trouver confronté, non pas selon les découpages étatiques, mais encore une fois régionaux, à l'hétérogénéité de systèmes fondés les uns sur la propriété paysanne — moyenne ou petite —, et les autres sur la grande propriété — bourgeoise, noble, éventuellement capitaliste. Allemagne à l'est ou à l'ouest de l'Elbe, Italie du nord et du sud, France des montagnes ou des grandes plaines, du bocage et de la grande culture, Espagne de la Meseta, des huertas ou des reliefs du nord demandent à être analysés et comparés avec toute la rigueur et la précision nécessaires.

26 Enfin, dans cette Europe des régions, la pluriactivité, qui stabilise sur place une population nombreuse [32], doit être considérée comme véritablement constitutive du processus de modernisation, et non comme une pesanteur ou un archaïsme. Dans l'Europe des années 1860, le maintien de la petite exploitation rurale n'est possible que par le recours à la pluriactivité au sein de la famille. Or ces stratégies pluriactives [33] — voire ces bricolages ou ces ajustements pluriactifs — offrent des issues face aux crises conjoncturelles, permettent le désendettement, ouvrent l'accès à la propriété foncière ; elles favorisent ainsi l'émergence de moyennes exploitations capables d'assurer une promotion sociale et d'assumer les contraintes de la modernisation agricole. De l'horlogerie de la Forêt Noire à la serrurerie du Vimeu, du tissage à la lunetterie jurassienne, du moulinage de la soie aux industries domestiques du travail de la paille en Toscane, les industries rurales se portent au-devant d'une main d'œuvre disponible, qu'elles permettent l'adaptation ou la promotion de certains ou qu'elles soient l'unique recours des laissés pour compte des transformations agricoles. L'analyse des voies régionales de développement impose de prendre en compte les acquis de l'histoire sociale comme de l'histoire économique, notamment avec l'étude longitudinale des mobilités.

La question des échelles

27 C'est donc bien la question des échelles d'analyse qui résume les difficultés et les enjeux de cette question, à la fois dans ses dimensions heuristique et idéologique. État/région/village : si « la fin des notables » français (Daniel Halévy) et « la persistance de l'Ancien Régime » ont été décrites à l'échelle nationale, c'est à celle de la région qu'est analysé le maintien des *junkers* prussiens. Comment se construit l'État ? *Sui generis*, ou en relation avec le jeu social à toutes les échelles ? C'est bien sur ce point crucial qu'il convient d'inviter les candidats à réfléchir. Par en haut, avec « la descente de la politique vers les masses » (Maurice Agulhon), le dispositif du *kulturkampf*, ou la préemption piémontaise sur la nation italienne ? Mais le politique se construit aussi par le bas, au village, dans une relation local/global qui n'est pas univoque. La prise en compte des processus locaux d'apprentissage du politique, mis en lumière par la recherche en micro-histoire sociale italienne, française et allemande, est à ce titre essentielle, avec la République et la nation au village, les cercles musicaux allemands, les pratiques d'assistance du bureau de bienfaisance, la construction de la citoyenneté par l'école française ou prussienne, l'apprentissage de la patrie passant par « l'amour de la petite patrie » [34], le régionalisme [35], les « écrivains-"paysans" », le renversement de la production écrite de l'extérieur vers l'« intérieur », la production des images-icônes de la ruralité, *etc.*

28 Ainsi s'opèrent la républicanisation des paysans français et les apprentissages des paysanneries de l'Europe centrale et méditerranéenne. Acculturation, construction par la violence symbolique et l'ascendant social et légal des nouveaux *habitus* de la modernité libérale, certes ; mais également traduction, transaction, innovation. Asymétrique par définition, le rapport de force des ruraux à l'englobant ne se résume pas à un choix entre la soumission et l'inertie. La typologie des hiérarchies sociales, acceptées ou contestées, dressée par Pierre Barral, peut et doit être affinée à l'échelle des bricolages locaux qui induisent une recomposition sociale au village et qui donnent naissance à des systèmes d'activités fondés sur la pluriactivité, la réactivité à la conjoncture, la mobilité aussi, et un dialogue/rapport de force jamais figé avec l'englobant — d'où l'importance de l'étude fine

des taxonomies et des hiérarchies, mais aussi la difficulté de fonder un comparatisme européen des systèmes sociaux et de leur sémiologie.

29 Les voies régionales de développement économique — que l'on se gardera bien de considérer comme des isolats clos sur eux-mêmes, mais au contraire comme les composantes d'un système global en voie d'intégration — sont des voies d'invention collective de modes de vie comme de modes de fonctionnement économique, qui ne se laissent pas réduire à un paradigme unique, et encore moins à une lecture finaliste de la modernisation. Le protectionnisme agraire lui-même, pensé à l'échelle des États pour conjuguer modernisation et contrôle sociopolitique des espaces ruraux, est traduit et médiatisé à l'échelle régionale de manières très diverses, donnant naissance, en Allemagne notamment, à des cultures politiques régionales différentes [36], appelées à jouer un rôle structurant majeur au 20e siècle.

30 Cette lecture politique et sociale fondée sur le jeu d'échelles et une réelle approche européenne comparée a été engagée, elle doit prendre toute sa place dans le débat savant destiné à nourrir la réflexion des candidats. Aux chercheurs d'en montrer la vitalité et la pertinence.

Une indispensable mise au point : proposition pour un colloque

31 C'est dans cet objectif que nous proposons aux chercheurs européens investis dans le champ de l'histoire rurale — et, plus largement, de l'histoire sociale — un colloque international intitulé :

32 « *Voies régionales de développement, modernisation sociale et construction de l'État dans l'Europe rurale du 19e et de la première moitié du 20e siècle : approche comparée* »,

33 Ce colloque, qui se déroulera à Lyon les 2 et 3 novembre 2005 à l'invitation du Laboratoire d'études rurales, et sous la responsabilité scientifique de Jean-Luc Mayaud et Lutz Raphael, propose cinq thèmes majeurs de contributions et de débats :

- La diversité sociale du monde rural dans sa pluriactivité, du paysan-tisserand aux bricolages qui permettent aux « agricultures » française, rhénane, bavaroise, catalane, toscane, *etc.* de fonder des systèmes de peuplement jusqu'aux années 1920.
- Les voies régionales de développement, leurs acteurs sociaux et politiques, leurs relations à l'État et au marché. La place et le rôle des notables dans leur fonction médiatrice. Stabilisations, mouvements et déséquilibres démographiques.
- La construction sociale de l'État, l'État au village en Europe. Mais aussi la destruction ou la substitution de l'État : Alsace-Lorraine, États de l'Église, *etc.*
- Les voies de la politisation du monde rural : politisation par le haut, politisation par le bas. Le « soldat-laboureur » et les processus d'apprentissage du politique, de l'école et de la petite patrie à la paroisse. Individus et réseaux.
- L'agrarisme comme instrumentalisation de la question agraire, avec apparence de reconnaissance de la rationalité singulière de l'exploitation rurale (et donc de la fonction des acteurs locaux, avec les lois « sociales », et le protectionnisme de la fin du siècle), mais aussi un détournement (instrumentalisation-objectivation-sujétion) à des fins de contrôle social et politique global.

34 Le programme et les détails matériels du colloque feront l'objet d'une communication distincte, adressée à l'ensemble des institutions, équipes et chercheurs concernés.

NOTES

1. Jean-Marc MORICEAU et Jean VIGREUX, « Autour d'un concours », pp. 7-10, et Gilles PÉCOUT, « Les campagnes dans l'évolution socio-politique de l'Europe (1830-fin des années 1920). France, Allemagne, Espagne et Italie », pp. 11-64, dans *Histoire et sociétés rurales*, n ° 23, 1er semestre 2005.
2. Équipe pluridisciplinaire, créée en 2003 à Lyon et dirigée par Jean-Luc Mayaud, professeur d'histoire contemporaine à l'Université Lumière-Lyon 2.
3. Équipe de recherche du professeur Lutz Raphael, Université de Trèves, Allemagne.
4. À cette différence près que le système fédéral allemand, recrutant ses fonctionnaires à l'échelle des länder selon des modalités variables, n'a pas créé cette caste, homogénéisée par le rituel d'intronisation du concours unique, si particulière au modèle centralisé français.
5. Pierre BOURDIEU, *Science de la science et réflexivité*, Paris, Raison d'agir, 2001, 237 p.
6. À paraître à l'automne 2005, des manuels ou recueils d'articles chez la plupart des grands éditeurs spécialisés mais également, fait intéressant, dans des presses universitaires.
7. À l'exception toute récente, il est vrai, d'une des questions au programme du concours d'entrée à l'ENS lettres de Lyon.
8. La situation en Allemagne est pire encore...
9. Sans prêter aux auteurs de la question une révérence particulière pour l'*Histoire de la campagne française* de Gaston Roupnel, on ne peut détacher le mot de l'histoire de ses emplois, et de l'importance du contexte français des années 1930-1940 dans la cristallisation de sa valeur symbolique : voir, Pierre CORNU, « Sur l'"âme" des sciences humaines. Réponse au Gaston Roupnel de Philip Whalen », dans Ruralia, n° 9, 2001, pp. 189-196. Dans l'Allemagne de l'Entre-deux-guerres, la mobilisation politique de toute recherche folklorique, sociologique ou historique sur les campagnes sous les termes de "*Land*", "*Volk*", "*Blut*"‘ ou "*Boden*" a chargé l'objet et les mots pour en parler d'un poids idéologique plus lourd encore. Voir : Willi OBERKROME , *Volksgeschichte : Methodische Innovation und völkische Ideologisierung in der deutschen Geschichtswissenschaft (1918-1945),* Göttingen, 1993.
10. Jean-Luc MAYAUD, *La petite exploitation rurale triomphante, France 19e siècle*, Paris, Belin, 1999, 278 p.
11. Pierre BARRAL, Les agrariens français de Méline à Pisani, Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques, n° 164, Paris, Librairie Armand Colin, 1968, pp. 41-66.
12. Association des ruralistes français, *La pluriactivité dans les familles agricoles*, Paris, ARF Éditions, 1984, 343 p.
13. Maurice GARDEN, « *Alltagsgeschichte*, *microstoria*, pourquoi pas histoire sociale ? », dans : Claude-Isabelle BRELOT et Jean-Luc MAYAUD [dir.], *Voyages en histoire. Mélanges offerts à Paul Gerbod*, Besançon, Annales littéraires de l'Université de Besançon, 1995, pp. 99-117. Voir, Lutz RAPHAEL [dir.], *Rural Societies 1850-1914.— Journal of Modern European History*, volume 2, n° 2, 2004, pp. 155-302.
14. Toute question ramène au contexte de son émergence, et nos collègues sociologues seront sans doute intéressés de voir les historiens décider de sélectionner les jeunes

enseignants, en 2005, sur la question de la place des « campagnes » dans la construction de la « modernité »...

15. Henri MENDRAS, La fin des paysans. Changement et innovations dans les sociétés rurales françaises, Paris, SEDES, 1967, 361 p. Réédition : Le Paradou, Actes Sud, 1992, 436 p.

16. Une dimension qui est pleinement intégrée à la pratique de l'histoire rurale allemande, définie par la combinaison d'une histoire de l'économie agraire et d'une approche globale du monde rural dans ses dimensions politique, sociale, culturelle, religieuse, *etc*.

17. Sujets que les historiens espagnols, et plus particulièrement en Catalogne, continuent à interroger avec profit. Enric VICEDO [dir.], *Fires, mercats i mon rural, Quartes jornadas sobre sistemes agraris, organitzacio social i poder local als països catalans*, Lleida, Institut d'Estudis llerdencs, 2004, 690 p.

18. Avec notamment le problème de la ré-interrogation de la « grande dépression », que l'on ne peut aborder en acceptant telle quelle l'analyse faite par les agrariens de l'époque pour légitimer le protectionnisme, non plus qu'en continuant à faire des « intérêts agricoles » un tout cohérent. L'exploitation familiale pluriactive française, la *mezzadria* toscane et la grande propriété du *junker* du Mecklembourg ne traversent évidemment pas cette période de la même manière, et apprécient donc différemment les politiques économiques et sociales de leurs États respectifs. Sur la réception du protectionnisme, Rita ALDENHOFF HÜBINGER, « Deux pays, deux politiques agricoles ? Le protectionnisme en France et en Allemagne 1880-1914 », dans *Histoire et sociétés rurales*, n° 23, 1er semestre 2005, pp. 65-87.

19. Henri MENDRAS, Sociétés paysannes, Collection U, Paris, Librairie Armand Colin, 1976, 235 p.

20. Dans les sources qualitatives bien sûr, mais également dans l'inspiration de bon nombre d'enquêtes publiques, comme en Italie, la grande enquête agraire (*inchiesta agraria*) dirigée par Stefano Jacini à la fin des années 1870.

21. Pierre BOURDIEU, « La paysannerie, classe-objet », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 17-18, 1977, pp. 1-6.

22. Avec la concentration d'une importante main d'œuvre agricole dans des villages-cités au mode de vie et aux formes de sociabilité d'un type urbain affirmé, en Italie du sud notamment, mais également en Provence et en Andalousie.

23. Claude-Isabelle BRELOT, « Itinérances nobles : la noblesse et la maîtrise de l'espace, entre ville et château, au 19e siècle », dans Claude-Isabelle BRELOT [dir.], Noblesses et villes (1780-1950). Actes du colloque de Tours, 17-19 mars 1994, Tours, Université de Tours/Éditions de la Maison des sciences de la ville, 1995, pp. 95-105 ; Claude-Isabelle BRELOT, « À la ville comme à la campagne, un même acteur social, le grand propriétaire », dans Pierre GUILLAUME [dir.], *Les solidarités 2. Du terroir à l'État. Colloque de Bordeaux, 20-21 juin 2002*, Pessac, Éditions de la Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 2003, pp. 394-405.

24. Pierre ROSANVALLON, Le sacre du citoyen : histoire du suffrage universel, Paris, Éditions Gallimard, 1992, 470 p.

25. André-Jean TUDESQ, « Institutions locales et histoire sociale : la loi municipale de 1831 et ses premières applications », dans Villes de l'Europe méditerranéenne et de l'Europe occidentale du Moyen-Âge au 19e siècle. Actes du colloque de Nice, 27-28 mars 1969.— Annales de la Faculté des lettres et sciences humaines de Nice, n° 9-10, 1969, pp. 327-363 ; Philippe VIGIER, « Élections municipales et prise de conscience politique

sous la Monarchie de Juillet », dans La France au 19e siècle. Mélanges offerts à Charles-Hippolyte Pouthas, Paris, Publications de la Sorbonne, 1973, pp. 278-286 ; Christine GUIONNET, L'apprentissage de la politique moderne. Les élections municipales sous la Monarchie de Juillet, Paris, Éditions L'Harmattan, 1997, 328 p. Nous attendons, bien sûr, la soutenance de la thèse de Gaëlle CHARCOSSET, Maires et conseillers municipaux des campagnes du Rhône. Étude sociale et politique, 1800-1945, Université Lumière-Lyon 2.

26. Arno MAYER, *The Persistence of the Old Regime: Europe to the Great War*, New York, Pantheon books, 1981, 367 p., traduction en français: *La persistance de l'Ancien Régime. L'Europe de 1848 à la Grande Guerre*, Paris, Flammarion, 1983, 351 p.

27. Du moins ceux qui ne sont pas « appelés » à être intégrés dans un vaste État. Les candidats auront donc à s'intéresser au Palatinat ou au pays de Bade, non au Luxembourg voisin...

28. Norbert FRANZ, *Durchstaatlichung und Ausweitung der Kommunalaufgaben im 19. Jahrhundert*. Habilitationsschrift Trier 2005 ; Bernd-Stefan GREWE, *Der versperrte Wald. Ressourcenmangel in der bayerischen Pfalz 1814-1870*, Köln, 2004 ; Tobias DIETRICH, *Konfession im Dorf. Westeuropäische Erfahrungen im 19. Jahrhundert*, Köln, 2004 ; Christine MAYR, *Zwischen Dorf und Staat : Amtspraxis und Amtsstil französischer, luxemburgischer und deutscher Landgemeindebürgermeister im 19. Jahrhundert (1815-1890). Ein mikrohistorischer Vergleich*. Diss. phil. Univ. Trier, 2003 ; Ruth DÖRNER, *Wahrnehmung und Inszenierung von Staat und Nation im Dorf. Französische, luxemburgische und deutsche Erfahrungen im 19. Jahrhundert im Vergleich*. Diss. phil. Trier 2002 ; Ruth DÖRNER, Norbert FRANZ et Christine MAYR [dir.], *Lokale Gesellschaften im historischen Vergleich. Europäische Erfahrungen im 19. Jahrhundert*, Trèves, Kliomedia, 2001.

29. Ernest LABROUSSE, « 1848, 1830, 1789. Comment naissent les révolutions », dans *Actes du Congrès historique du Centenaire de la révolution de 1848*, Paris, Presses universitaires de France, 1949, pp. 1-30.

30. Louis BERGERON [dir.], *La croissance régionale dans l'Europe méditerranéenne, 18e-20e siècles. Actes du colloque de Marseille, 16-18 juin 1988,* Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1992, 267 p.

31. En Espagne notamment, le phénomène de transition de l'ancien régime de la propriété foncière, marqué par les héritages de la Reconquista, l'importance de la transhumance ovine et l'emprise ecclésiastique, vers un modèle moderne de marché de la terre et de droit du sol, embrasse une chronologie bien plus large que celle qui est proposée.

32. Parfois en développant le système des migrations saisonnières, comme dans le cas de la main d'œuvre rurale de l'industrie rhénane à la fin du 19e siècle.

33. Gilbert GARRIER et Ronald HUBSCHER [dir.], Entre faucilles et marteaux. Pluri-activités et stratégies paysannes, Lyon/Paris, Presses universitaires de Lyon/Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1988, 242 p. ; Pasquale VILLANI [dir.], La pluriattività negli spazi rurali : ricerche a confronto.— Annali dell'Istituto « Alcide Cervi », 11/1989, Rome, 1990, 363 p.

34. Jean-François CHANET, *L'école républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier, 1996, 430 p.

35. Anne-Marie THIESSE, *Écrire la France. Le mouvement littéraire régionaliste de langue française entre la Belle Époque et la Libération*, Paris, Presses universitaires de France, 1991, 314 p. et Anne-Marie THIESSE, *Ils apprenaient la France : l'exaltation des régions dans le discours patriotique*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1997, 130 p.

36. Robert von FRIEDEBURG, « Laendliche Gesellschaft und Obrigkeit », dans *Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft* 117, Goettingen 1997.